
NOR : [...]

Vu le décret n°53-707 du 9 août 1953 relatif au contrôle de l'Etat sur les entreprises publiques nationales et certains organismes ayant un objet d'ordre économique ou social ;

Vu le décret n° 83-1116 du 21 décembre 1983 modifié relatif à la société des participations du CEA ;

Vu le décret n°84-329 du 3 mai 1984 fixant, en application de la loi 83675 du 26-07-1983 relative à la démocratisation du secteur public les conditions de nomination des membres des conseils d'administration ou de surveillance des banques et des compagnies financières nationales autres que les représentants élus des salariés (harmonisation des dispositions réglementaires avec la loi précitée) ;

Vu le décret n°84-403 du 29 mai 1984 fixant, en application de la loi n° 83-675 du 26 juillet 1983 relative à la démocratisation du secteur public, les conditions de nomination des membres des conseils d'administration de sociétés industrielles nationalisées désignés en qualité de représentants de l'Etat ou des personnalités qualifiées ;

Vu le décret n°86-1140 du 24 octobre 1986 pris pour l'application de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations ;

Vu le décret n°86-1141 du 24 octobre 1986 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités d'application des privatisations ;

Vu le décret n°93-70 du 19 janvier 1993 relatif à certaines cessions de titres d'entreprises publiques ;

Vu le décret n°93-1041 du 3 septembre 1993 pris pour l'application de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 modifiée relative aux modalités des privatisations ;

Vu le décret n°93-1296 du 13 décembre 1993 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°86-912 du 6 août 1986 modifiée relative aux modalités des privatisations et concernant certains des droits attachés à l'action spécifique ;

Vu le décret n°96-1054 du 5 décembre 1996 pris pour l'application de l'article 51 de la loi no 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ;

Vu le décret n°97-177 du 26 février 1997 fixant les modalités de mise en œuvre de l'échelonnement de paiement applicable aux actions cédées au cours des opérations de privatisation réalisées selon les procédures du marché financier ;

Vu le décret n°2001-631 du 16 juillet 2001 pris pour l'application de la loi n° 86-912 du 6 août 1986 relative aux modalités des privatisations et relatif aux modalités des opérations d'actionnariat des salariés ;

Vu le décret n°2013-64 du 17 janvier 2013 relatif à la désignation des représentants des consommateurs ou des usagers au conseil d'administration des entreprises publiques ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du.... ;

Vu l'avis du Comité de l'énergie atomique en date du ... ;

Vu l'avis de l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives en date du ... ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

TITRE I^{ER}

CHAMP D'APPLICATION

Article 1^{er}

Le présent décret est applicable aux sociétés commerciales et opérations régies par l'ordonnance du susvisée.

TITRE II

GOUVERNANCE

Article 2

Le représentant mentionné à l'article 5 de l'ordonnance précitée est désigné, par le ministre chargé des participations, parmi les agents publics de l'Etat de catégorie A ou d'un niveau équivalent, en activité, âgés de trente ans au moins.

Il est nommé pour une durée égale à celle du mandat des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance ou de l'organe délibérant en tenant lieu. Il cesse ses fonctions par démission ou s'il perd la qualité en vertu de laquelle il a été nommé. Il peut être remplacé à tout moment pour la durée du mandat restant à courir.

Article 3

I. Lorsque l'organe compétent de la société entend proposer à l'Etat la désignation d'un représentant de ce dernier ou d'un membre ayant la qualité de d'agent public de l'Etat en vertu du troisième alinéa du I de l'article 4 de l'ordonnance précitée, cet organe adresse une demande motivée au ministre chargé des participations. Le silence gardé sur cette demande au terme d'un délai d'un mois vaut décision de refus.

II. Les propositions de l'Etat mentionnées au troisième alinéa du I de l'article 4 ainsi et à l'article 7 de l'ordonnance précitée, ainsi que la nomination à titre provisoire par l'Etat d'un ou plusieurs membres en vertu de l'article 7, sont adressées à la société par le ministre chargé des participations.

Article 4

La protection mentionnée à l'article 7 de l'ordonnance précitée est accordée aux intéressés par le ministre chargé des participations.

Article 5

Les commissaires du Gouvernement mentionnés à l'article 17 de l'ordonnance précitée sont nommés par les ministres intéressés après consultation du ministre chargé des participations.

Article 6

L'intérimaire mentionné à l'article 24 de l'ordonnance précitée est désigné par le ministre chargé des participations.

Le ministre en informe la société, qui assure sans délai la publicité de cette désignation.

TITRE III OPERATIONS SUR LE CAPITAL

Article 7

Lorsqu'une société dont l'Etat ou ses établissements publics détiennent directement ou indirectement, seuls ou conjointement, plus de la moitié du capital entend transférer au secteur privé la majorité du capital d'une société relevant du III de l'article 25 de l'ordonnance précitée, celle-ci adresse une demande motivée au ministre chargé des participations. Le silence gardé sur cette demande au terme d'un délai d'un mois vaut décision de refus.

Article 8

I. - En cas de violation des dispositions du 1° du I ou du II de l'article 37 de l'ordonnance précitée, le ministre chargé des participations informe le président de la société, qui en fait part à l'autorité des marchés financiers.

Les participations acquises irrégulièrement au sens du III du même article s'entendent de toute détention directe ou indirecte de titres, quelle qu'en soit la nature ou la forme juridique, donnant accès au capital ou aux droits de vote de la société.

II. A l'expiration du délai de trois mois prévu au III de l'article du même article, l'autorité des marchés financiers constate si les titres incriminés ont été ou non cédés.

Elle notifie cette constatation au président de la société.

Les titres restant en possession des détenteurs en infraction ne peuvent plus être cédés que dans les conditions prévues aux III et IV ci-dessous. L'autorité des marchés financiers en informe les détenteurs.

III. La vente des titres doit faire l'objet, quinze jours au moins à l'avance, d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et d'une publication au Bulletin des annonces légales obligatoires, si les titres de la société sont admis aux négociations sur un marché réglementé.

La vente des titres est effectuée sur le marché réglementé où ils sont admis aux négociations. Elle peut être échelonnée sur plusieurs séances de Bourse dans un délai n'excédant pas deux mois, s'il apparaît que la vente en une seule fois peut influencer anormalement les cours.

Si les titres ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé, la vente est faite aux enchères publiques par une société de bourse.

Tous les titres ou droits issus des titres sont compris dans la vente.

IV. Le produit net de la vente des titres est tenu à la disposition de leurs détenteurs.

Article 9

I. Lorsque le décret instituant une action spécifique attache à cette action le pouvoir de s'opposer aux décisions de cessions d'actifs ou d'affectation de ceux-ci à titre de garantie qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts nationaux, ce décret détermine la liste des actifs concernés.

II. Tout projet de cession des actifs figurant sur la liste mentionnée au I ou d'affectation de ceux-ci à titre de garantie doit être déclaré au ministre chargé des participations. Cette déclaration doit être accompagnée de tous les éléments nécessaires à l'instruction du dossier.

L'opération sera réputée autorisée si le ministre chargé des participations ne s'y est pas opposé par arrêté publié au Journal officiel de la République française pris dans le délai d'un mois à compter de la date de réception du dossier complet, constatée par un récépissé délivré par l'administration. Ce délai peut être prorogé pour une durée de quinze jours, par arrêté du même ministre.

Le ministre chargé des participations peut renoncer au droit d'opposition avant l'expiration du délai défini à l'alinéa précédent.

III. Toute opération de cession d'actifs figurant sur la liste visée au I ou d'affectation de ceux-ci à titre de garantie intervenue en contravention aux dispositions du présent décret est, de plein droit, nulle et de nul effet.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10

Sont approuvées par le ministre chargé des finances :

1° La dotation des établissements publics de l'Etat ;

2° Les opérations de reprise de dotation, totale ou partielle, de ces établissements publics.

Article 11

Lorsqu'il entend proposer à l'Etat de mettre fin aux mandats de ses représentants nommés sur le fondement des dispositions applicables avant l'entrée en vigueur de l'ordonnance précitée afin de les remplacer, à titre provisoire, par des membres désignés en application de celle-ci conformément à son article 40, le conseil d'administration ou de surveillance adresse une demande motivée au ministre chargé des participations. Le silence gardé sur cette demande au terme d'un délai d'un mois vaut décision de refus.

Article 12

I. Sont abrogés :

- 1° Le décret du 3 mai 1984 susvisé ;
- 2° Le décret du 29 mai 1984 susvisé ;
- 3° Le décret du 24 octobre 1986 susvisé ;
- 4° Le décret du 24 octobre 1986 susvisé ;
- 5° Le décret du 19 janvier 1993 susvisé ;
- 6° Le décret du 3 septembre 1993 susvisé ;
- 7° Le décret du 13 décembre 1993 susvisé ;
- 8° Le décret du 26 février 1997 susvisé ;
- 9° Le décret du 16 juillet 2001 susvisé.

II. Le décret du 9 août 1953 susvisé est ainsi modifié :

- 1° Au premier alinéa de l'article 2, le mot « organismes » est remplacé par les mots « établissements publics » et les mots « , pour les organismes n'ayant pas la forme de société commerciale, » sont supprimés ;
- 2° A l'article 6, le mot « organismes » est remplacé par les mots « établissements publics » ;
- 3° Au I de l'article 3, les mots « , dans les organismes ayant la forme de société commerciale, approuvés par décision du ministre chargé de l'économie » sont remplacés par les mots « par l'organe compétent de la société » ;
- 4° Au II de l'article 3, les mots « , pour les organismes n'ayant pas la forme de société commerciale, » sont supprimés ;
- 5° Au III de l'article 3, les mots « Les décisions des ministres » sont remplacés par les mots « Les décisions des ministres ou de l'organe compétent de la société » et les mots « ou approuver » sont supprimés,
- 6° A l'article 7, les mots « , pour les organismes n'ayant pas la forme de société commerciale, » sont supprimés.

III. Le décret du 21 décembre 1983 susvisé est ainsi modifié :

- 1° Le dernier alinéa de l'article 2 est supprimé ;
- 2° Le premier alinéa de l'article 3 est supprimé ;
- 3° Au dernier alinéa de l'article 3, les mots « ministre chargé de l'industrie » sont remplacés par les mots « ministre chargé de l'énergie » ;
- 4° Le second alinéa de l'article 4 est supprimé ;

5° Le premier alinéa de l'article 6 est supprimé ;

6° Dans l'article 3, les mots : « conseil de surveillance » sont remplacés par les mots : « conseil d'administration ou de surveillance ».

IV. Le décret du 26 décembre 1983 susvisé est ainsi modifié :

1° L'article 4 est ainsi modifié :

a) Au premier alinéa, les mots : « et convoque, en tant que de besoin, l'assemblée générale des actionnaires pour la désignation des membres du conseil autres que les membres élus par les salariés ou désignés par décret » sont supprimés ;

b) Au second alinéa, les mots : « ou l'assemblée générale ayant prononcé la révocation prévoient » sont remplacés par le mot : « prévoit » ;

2° A l'article 5, les mots : « , 4 et 6 » sont remplacés par les mots « et 4 » ;

3° A l'article 9, les mots : « ou au 3ème alinéa de l'article 6 de la loi susvisée » sont supprimés;

V. Après l'article 9 du décret du 12 juillet 1994 susvisé, il est inséré un article 9-1 ainsi rédigé :
« Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables dans les sociétés relevant de l'ordonnance n° du relative à la gouvernance et aux opérations en capital des sociétés à participation publique »

VI. L'article 1er du décret du 5 décembre 1996 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le nombre des représentants de l'Etat au conseil d'administration ou de surveillance des sociétés mentionnées à l'article 51 de la loi du 12 avril 1996 susvisée est fixé ainsi qu'il suit :

Société française du tunnel routier du Fréjus	6	Affaires étrangères.
		Budget.
		Collectivités territoriales.
		Economie.
		Transport (x 2). »

»

VII. A l'article 1er du décret du 17 janvier 2013 susvisé, les mots « La Poste ; » sont supprimés.

VIII. Toutefois, les dispositions mentionnées aux I dans leur rédaction applicable à la date de l'entrée en vigueur du présent décret restent applicables aux sociétés et opérations qui ne sont pas régies par l'ordonnance précitée.

Article 13

Les dispositions du présent décret, à l'exception de celles de la seconde phrase du I de l'article 3, de l'article 7 et de l'article 11 peuvent être modifiées par décret en Conseil d'Etat.

Article 14

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur à la date mentionnée au I de l'article 40 de l'ordonnance précitée.

Article 15

Le Premier ministre, le ministre des finances et des comptes publics et le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait le .

Par le Premier ministre :

L[] ministre de [],

[Prénom NOM]

[L[] ministre de [],]

[Prénom NOM]